

2. La Confédération entend-elle engager des poursuites pénales contre les manifestants et le mouvement écologiste Greenpeace?

3. Le Conseil fédéral a-t-il pris des mesures:

– pour que le risque de telles manifestations soit fortement réduit?

– pour que les polices cantonales soient informées des risques de manifestations et sachent comment agir dès la mise en place du dispositif?

– pour que la sécurité des usagers et l'ordre public soient assurés?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 6. November 1991

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 6 novembre 1991

Les autoroutes sont des routes rapides, réservées exclusivement à la circulation automobile. Entraver et porter atteinte à la circulation sur les autoroutes constitue également une menace importante pour la sécurité routière. Les organisateurs et les participants des campagnes de blocage de la circulation sur les autoroutes visent essentiellement à provoquer des bouchons, mettant ainsi sérieusement en danger la sécurité des autres usagers de la route.

En sa qualité d'autorité supérieure de surveillance des routes nationales, la Confédération a demandé au canton d'Uri, à la suite de cet incident, de lui fournir des explications concernant la manifestation de Greenpeace. Dans un rapport détaillé, le canton a énuméré des moyens d'améliorer la situation et affirmé qu'il les a déjà mis en oeuvre.

Quant aux questions posées par l'auteur de l'interpellation, elles appellent les réponses suivantes:

1. Non. L'exécution du droit de la circulation routière et en particulier la poursuite pénale ressortissent aux cantons. Ce serait s'immiscer dans la souveraineté cantonale si le Conseil fédéral entendait remettre, avant chaque manifestation annoncée, des instructions aux cantons. Le Conseil fédéral est convaincu que les autorités du canton d'Uri demanderont des comptes aux responsables du blocage de la circulation routière du 17 juin 1991.

2. La Confédération n'a pas déposé plainte pénale. En revanche, selon une lettre du Chef du Département de la police du canton d'Uri, il appert que les autorités uranaises envisagent d'engager une action pénale; la procédure est toutefois encore en suspens.

3. Les organisateurs d'éventuelles manifestations ont la possibilité de choisir, comme bon leur semble, le lieu, le moment et le genre de manifestation, de sorte que, le cas échéant, il est difficile pour les cantons de prendre des mesures préventives efficaces. La police uranaise, comme elle l'affirme, a été surprise par le moment choisi pour bloquer la circulation routière, car elle s'attendait plutôt à des actions en fin de semaine.

Les polices routières des cantons, qui sont sans cesse confrontées à des interruptions du trafic routier (accidents, bouchons, etc.), sont en mesure, de par leur formation, d'intervenir à temps et au moment opportun lorsque des perturbations de la circulation sont provoquées volontairement. Cela fut notamment le cas lorsque, par mesure de protestation, des chauffeurs de poids lourds roulèrent à très faible vitesse ou lors du blocage de la circulation routière. Si le reproche de passivité à l'égard de la police uranaise, lors du blocage par Greenpeace de l'entrée du tunnel du St-Gothard le 17 juin 1991, devait se révéler exact, ce serait au canton d'Uri d'en supporter les conséquences.

Pour toutes ces raisons, le Conseil fédéral ne voit pas la nécessité d'entrer en matière sur les mesures mises en discussion par l'auteur de l'interpellation.

Präsident: Der Interpellant beantragt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion

Dagegen

offensichtliche Mehrheit

Minderheit

Verschoben – Renvoyé

91.3274

Interpellation Fischer-Seengen

Verbesserungen des Asylverfahrens

Procédure d'asile. Améliorations

Wortlaut der Interpellation vom 16. September 1991

Obwohl mit den bisherigen Revisionen des Asylgesetzes und des Anag erhebliche Verbesserungen erreicht werden konnten, bleibt das Asylantenproblem in der Schweiz ungelöst und verschärft sich immer mehr. Eine erneute Diskussion dieser Problematik erscheint unerlässlich. Der Bundesrat wird aufgefordert, auf dem Weg einer dringlichen Interpellation zu folgenden Problemkreisen und Vorschlägen Stellung zu nehmen:

1. Ist der Bundesrat bereit, auf diplomatischen Kanälen dafür zu sorgen, dass bei Fehlen der entsprechenden Ausweispapiere die für die Ausschaffung nötigen Dokumente bei den Botschaften des entsprechenden Staates ohne Verzug beschafft werden können?

2. Ist der Bundesrat bereit, die notwendigen technischen Massnahmen zu treffen, damit durch erkennungsdienstliche Vorkehrungen Doppelgesuchsteller innert Stunden festgestellt werden können?

3. Ist der Bundesrat bereit, Artikel 23 Anag so zu verschärfen, dass bei ausländischen Schleppern in jedem Fall eine Ausweisung gemäss Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a Anag angeordnet werden kann?

4. Ist der Bundesrat bereit, alle illegal eingereisten Asylbewerber bis zum Entscheid über ihr Gesuch in Gemeinschaftszentren des Bundes unterzubringen und zu Arbeiten gegen Entrichtung eines Taschengeldes anzuhalten?

5. Ist der Bundesrat bereit, die Beschwerdeinstanz für Asylgesuche zur Bewältigung ihrer Aufgabe personell ausreichend zu dotieren?

6. Ist der Bundesrat bereit, Artikel 14 Absatz 2 Anag so zu verschärfen, dass bei rechtskräftigen Wegweisungsentscheiden eine Ausschaffungshaft ohne weitere Voraussetzungen angeordnet werden kann?

7. Bei welchen dieser Massnahmen ist die Anwendung von Dringlichkeitsrecht gemäss Artikel 9 des Asylgesetzes nötig?

Texte de l'interpellation du 16 septembre 1991

Quoique les précédentes révisions de la loi sur l'asile et de la LSEE aient entraîné des améliorations sensibles, le problème de l'asile n'est toujours pas résolu en Suisse, et il ne cesse de s'exacerber. Il semble donc indispensable de relancer la discussion à ce propos. C'est pourquoi le Conseil fédéral est invité, par la voie d'une interpellation, à prendre position quant aux problèmes et propositions que voici:

1. Le Conseil fédéral est-il prêt, par le voie diplomatique, à faire en sorte que les ambassades des pays concernés délivrent immédiatement les pièces requises pour le renvoi de leurs ressortissants, lorsque celles-ci font défaut?

2. Est-il disposé à prendre les mesures techniques nécessaires afin que les requérants ayant déposé deux demandes soient repérés en l'espace de quelques heures par le Service d'identification?

3. Est-il prêt à renforcer l'article 23, LSEE, de manière à ce que les passeurs étrangers puissent être expulsés dans tous les cas, conformément à l'article 10, 1er alinéa, lettre a, LSEE?

4. Est-il disposé à héberger dans des centres communautaires appartenant à la Confédération tous les requérants entrés illégalement en Suisse, jusqu'à ce que leur demande ait fait l'objet d'une décision, et à les encourager à travailler contre versement d'un argent de poche?

5. Est-il prêt à doter l'autorité de recours du personnel dont elle a besoin pour accomplir sa mission?

6. Est-il disposé à renforcer l'article 14, 2e alinéa, LSEE, de manière à ce que la détention en vue du refoulement puisse être ordonnée sans autres conditions, lorsque la décision de renvoi est entrée en force?

7. Pour lesquelles des mesures précitées l'application du droit de nécessité selon l'article 9 de la loi sur l'asile s'impose-t-elle?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

1. Beschaffung heimatlicher Ausweispapiere

Ohne entsprechende Ausweispapiere ist auch bei rechtskräftig abgewiesenen Asylbewerbern keine Ausschaffung möglich. Eine Ausschaffungshaft kann höchstens 30 Tage dauern, was oft nicht ausreicht, um die entsprechenden Ausweispapiere zu beschaffen. Besondere Probleme bestehen bei Indien, Pakistan, Bangladesh und Rumänien. Hier ist vom Bundesrat auf diplomatischen Kanälen mit aller Intensität darauf hinzuwirken, dass die entsprechenden Papiere rascher beschafft werden können, damit der Ausschaffungsentscheid tatsächlich vollzogen werden kann.

2. Erkennungsdienstliche Kontrolle

Nach wie vor versuchen abgewiesene Asylbewerber, unter anderem Namen erneut einzureisen. Dank neuen erkennungsdienstlichen Methoden können solche Doppelgesuchsteller heute festgestellt werden. Allerdings dauert dies 14 Tage. Um einen Asylbewerber sofort einer solchen Betrugerei überführen zu können, müsste dies aber innert Stunden festgestellt werden können. Die technischen Methoden sind deshalb so zu verbessern, dass diese Möglichkeit geschaffen wird.

3. Schlepperwesen

Dass Schlepper hart angepackt werden müssen, ist allseits unbestritten. Offenbar fallen die Urteile aber meistens so mild aus, dass eine Ausweisung gemäss Artikel 10 Anag nicht in Frage kommt. Anzustreben ist demnach, dass eine Tätigkeit als Schlepper mindestens als Vergehen bestraft wird, was gemäss Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a Anag mit einer Ausweisung verbunden werden kann. Ebenso muss, wenn es sich um einen Asylbewerber handelt, eine Verwirkung der Asylwürdigkeit damit verbunden sein.

4. Gemeinschaftszentren des Bundes

Die Unterbringungssituation in den Kantonen lässt es als unerlässlich erscheinen, dass zumindest illegal eingereiste Asylbewerber künftig in Gemeinschaftszentren durch den Bund untergebracht werden. Diese zentralisierte Unterbringungsart ist weniger aufwendig als die dezentrale Verteilung auf die Kantone und Gemeinden. Dem Argument der Menschlichkeit kann entgegengehalten werden, dass das, was einem schweizerischen Rekruten zumutbar ist, auch einem Asylbewerber zumutbar sein muss: eine Unterbringung mit straffer Ordnung und beschränkter Bewegungsfreiheit. Echte Asylbewerber – und diese sind der Massstab – nehmen zweifellos an einer solchen Unterbringungsart nicht Anstoss.

Da nach Europäischer Menschenrechtskonvention Asylbewerber nicht zu Arbeiten, auch nicht solchen im öffentlichen Interesse, verpflichtet werden können, sind freiwillige Beschäftigungsprogramme zu organisieren. Während alle Asylbewerber in den Gemeinschaftszentren Verpflegung gratis erhalten, soll jenen, die arbeiten, ein Taschengeld zukommen, ob sie Arbeiten zum Betrieb des Gemeinschaftszentrums oder ausserhalb verrichten. Falls sie Arbeiten für Dritte verrichten, erhalten sie ebenfalls lediglich das Taschengeld, während der Arbeitgeber den Lohn dem Bund zur Deckung der Kosten überweisen muss. Eine Durchbrechung des Arbeitsverbotes von sechs Monaten soll damit vermieden werden.

Daraus resultieren drei mögliche Verhaltensweisen dieser Asylbewerber:

4.1 Der Asylbewerber verrichtet keine Arbeit, kann deshalb das Gemeinschaftszentrum auch nicht verlassen und erhält kein Taschengeld.

4.2 Der Asylbewerber geht einer Arbeit innerhalb oder ausserhalb des Gemeinschaftszentrums nach und erhält ein Taschengeld. Eine allfällige von Dritten zu entrichtende Entlohnung fliesst an die Verwaltung des Gemeinschaftszentrums zur Deckung der Kosten.

4.3 Der Asylbewerber taucht unter. Damit verscherzt er seine Asylwürdigkeit und ist, falls er aufgegriffen wird, ohne weiteres auszuschaffen.

Dieses Vorgehen bringt verschiedene Fortschritte:

– Die Kantone und Gemeinden werden hinsichtlich Unterbringung entlastet.

– Gemeinschaftszentren sind im Betrieb billiger.

– Die Schweiz verliert an Attraktivität.

– Die Asylbewerber halten sich nicht beschäftigungslos auf Strassen und Plätzen auf. Aggressionen schweizerischer Extremisten können damit reduziert werden.

5. Beschwerdeverfahren

Auch wenn von der ersten Instanz in letzter Zeit mehr Asylgesuche erledigt werden konnten, als neue eingingen, so kann deswegen angesichts der neuesten Zahlen noch nicht von einem Trendbruch die Rede sein. Ueberdies entwickelt sich die Beschwerdeinstanz zum Flaschenhals. Es ist deshalb dafür zu sorgen, dass auch die Beschwerdeinstanz zur Bewältigung ihrer Aufgabe personell genügend dotiert wird.

6. Ausschaffungshaft

Einem ausgewiesenen Asylbewerber wird gemäss Praxis EJPD eine Frist von zwei Wochen gesetzt, innert welcher er selbständig ausreisen kann. Die Praxis zeigt indessen, dass beispielsweise von den etwa 200 im Aargau in einem Monat rechtskräftig abgewiesenen Asylbewerbern rund 40 kontrolliert ausreisen, während der Rest untertaucht. Gemäss Artikel 14 Absatz 2 Anag ist eine Ausschaffungshaft nur möglich, wenn «gewichtige Anhaltspunkte vorliegen, dass der Ausländer sich der Ausschaffung entziehen will». Um künftig die Ausreisen sicherzustellen, ist es deshalb erforderlich, das Gesetz so anzupassen, dass eine Ausschaffungshaft mindestens in jenen Fällen auch ohne die genannte Voraussetzung möglich ist, wenn über das Gesuch innert sechs Monaten entschieden wurde. Bei Gesuchsteller, die schon längere Zeit in der Schweiz weilen, dürfte eine automatische Ausschaffung nicht praktikabel sein.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 12. Februar 1992

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 12 février 1992

1. Wenn bei der Ausstellung von Ersatzreisepapieren durch ausländische Botschaften Schwierigkeiten entstehen, veranlasst der Koordinator für internationale Flüchtlingspolitik des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten in enger Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Flüchtlinge die geeigneten diplomatischen Interventionen. Gleichzeitig sind auf internationaler Ebene Bestrebungen im Gang, Verbesserungen auf diesem Gebiet zu erreichen.

2. Das Bundesamt für Flüchtlinge testet gegenwärtig ein neues technisches System, welches es erlaubt, die Zeitspanne zwischen dem Erfassen der Fingerabdrücke und dem Erkennen einer Doppelidentität entscheidend zu verkürzen.

3. Der Bundesrat betrachtet die Schlepperei sowohl unter dem Gesichtspunkt der Sozialschädlichkeit als auch unter dem Aspekt der Strafbarkeit als schweres Delikt. Sie gilt nach den massgebenden Bundesgesetzen in jedem Fall als Vergehen. Dies unabhängig davon, ob in einem konkreten Fall auf Gefängnis oder nur auf Busse erkannt wird. Unter dem Vorbehalt des Verhältnismässigkeitsprinzips haben die kantonalen Fremdenpolizeibehörden deshalb bereits nach geltendem Recht die Möglichkeit, Schlepper auszuweisen. Zudem gibt es Anzeichen einer Verschärfung der Gerichtspraxis. Gleichzeitig beteiligt sich die Schweiz auf europäischer Ebene an der Suche nach Lösungen, um das Schlepperwesen in den Griff zu bekommen. Dieses Thema war unter anderem Gegen-

stand der Berliner Konferenz und eines Anfang dieses Jahres durchgeführten Folgetreffens in Graz.

4. Die Schaffung von Gemeinschaftszentren des Bundes wurde bereits im Rahmen des Aktionsprogramms 1991/92 des Bundesrates diskutiert. Die Idee wurde schliesslich verworfen, weil der Bund nicht über ein eigenes Territorium verfügt. Damit kämen auch solche Bundeszentren auf Kantons- und Gemeindegebiet zu liegen. Die Stellungnahmen der Kantone zeigen aber, dass deren Bereitschaft sehr gering ist, solche Zentren auf dem eigenen Gebiet zu dulden. Der Bund hat deshalb durch eine Anpassung der entsprechenden Weisungen und durch die Vorfinanzierung kantonaler Kollektivunterkünfte dem Anliegen Rechnung getragen, dass Asylbewerber nur noch in absoluten Notfällen in freiem Wohnraum oder in Hotels untergebracht werden.

Die in der Begründung der Interpellation zur Frage 4 skizzierten Ideen zur Entlohnung arbeitender Asylbewerber sind teilweise bereits umgesetzt. So sieht Artikel 18 Absatz 2 der Asylverordnung 1 über Verfahrensfragen vor, dass Teilnehmern an gemeinnützigen Beschäftigungsprogrammen eine Tagesentschädigung ausgerichtet werden kann. Mit dem Inkrafttreten des 9. Kapitels der Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen am 1. Januar 1992 ist der Arbeitgeber aber künftig verpflichtet, 7 Prozent des Erwerbseinkommens eines Asylbewerbers zur Deckung der Fürsorge- und Vollzugskosten auf ein Sicherheitskonto zu überweisen. Eine weitergehende Abschöpfung des Lohnes würde die Arbeitsaufnahme für Asylbewerber unattraktiv machen und gegen das in der Verfassung verankerte Gleichbehandlungsgebot verstossen.

Geprüft wird gegenwärtig die Frage, inwieweit die Bewegungsfreiheit illegal eingereister oder abgewiesener Asylbewerber eingeschränkt werden kann. Falls eine Einschränkung zulässig ist, wird entsprechend den Forderungen des Interpellanten auch zu überlegen sein, ob Asylbewerber, die an gemeinnützigen Beschäftigungsprogrammen teilnehmen, diesbezüglich besserzustellen sind.

5. Mit dem Erlass der Verordnung über die schweizerische Asylrekurskommission (ARK) hat der Bundesrat in organisatorischer und personeller Hinsicht die Voraussetzungen dafür geschaffen, dass die Asylentscheide in zweiter Instanz innerhalb der gesetzlich und politisch gebotenen Zeitvorgaben bewältigt werden können. Die ARK wird insgesamt 217 Stellen umfassen und eine Erledigungskapazität von 20 000 Entschieden pro Jahr erreichen. Dies entspricht im Vergleich zum Jahr 1990 nahezu einer Verdoppelung.

6. Wegen des in der Europäischen Menschenrechtskonvention verankerten Grundrechts der persönlichen Freiheit sind Inhaftierungen nicht voraussetzungslos möglich. Wie wir bereits zu Frage 4 ausgeführt haben, wird die Frage der Freiheitsbeschränkung für illegal eingereiste oder abgewiesene Asylbewerber zurzeit einlässlich geprüft.

7. Im Fall eines Krieges im benachbarten Ausland, der Massenflüchtlingsströme auslösen und zu einem Notstand in der Schweiz führen würde, könnten die in den Fragen 4 und 6 angesprochenen freiheitsbeschränkenden Massnahmen gestützt auf Artikel 9 Asylgesetz und die Notstandsklausel der Europäischen Menschenrechtskonvention verfügt werden. Bei allen übrigen Punkten der Interpellation ist Artikel 9 Asylgesetz ohne Relevanz.

Präsident: Der Interpellant beantragt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Verschoben – Renvoyé

91.3287

Interpellation Ruf Asylpolitik. Vorwürfe der kantonalen Fremdenpolizeichefs Politique d'asile. Reproches des chefs des polices cantonales des étrangers

Wortlaut der Interpellation vom 17. September 1991

In ihrem Bericht «Der Vollzug des Asylrechts aus der Sicht der Fremdenpolizeibehörden» – Ende August 1991 Bundesrat Koller zugestellt – erhebt die Vereinigung der kantonalen Fremdenpolizeichefs gegenüber den Bundesbehörden schwere Vorwürfe zur Anwendung des Asylgesetzes. Zitate aus der Zusammenfassung des Berichts:

«Der Bericht stützt sich auf die Erfahrungen der kantonalen Fremdenpolizeibehörden, die seit nunmehr über zehn Jahren am unmittelbarsten mit der Asylproblematik konfrontiert sind. Er weist auf verschiedene Mängel und Unzulänglichkeiten hin, die zum Scheitern der Asylpolitik des Bundes beigetragen haben, und richtet mehrere Forderungen an die Adresse des Bundes.»

Im einzelnen werden folgende Missstände gerügt:

«Die Einreisen der Asylbewerber in unser Land erfolgen fast ausnahmslos unkontrolliert und auf illegalem Weg, obwohl das Asylgesetz den Ort der Gesuchseinreichung klar umschreibt. Die Missachtung der Einreisevorschriften wird aber nicht sanktioniert. Deshalb ist die Zahl der illegalen Grenzüberschreitungen sehr hoch. Dies hat dazu geführt, dass die Grenzüberwachung nicht mehr wirksam gewährleistet werden kann.»

«Die Asylbewerber fallen nach der (illegalen) Einreise in ein engmaschiges soziales Netz, das sie in den Genuss verschiedener Leistungen bringt. Der ständige Ausbau der Betreuerorganisation unterstützt diese Entwicklung, verbunden mit einem immensen finanziellen Aufwand. Die Sozialgesetzgebung und der Betreuungsaufwand müssen dem rechtlichen Status des Asylbewerbers angepasst werden. Auf Integrationsbemühungen ist zu verzichten.»

«Einer wirksamen Grenzkontrolle hat zweifellos ein konsequenter Vollzug der Asyl- und Wegweisungsentscheide gegenüberzustehen Die lange Dauer der in Bundeszuständigkeit sich abwickelnden Asylverfahren erschwert häufig einen Wegweisungsvollzug. Grosszügige Behandlungen von Begehren, Rechtsbehelfen und Interventionen tragen nicht unwesentlich zu Verfahrensverlängerungen bei. Auch wird einem Missbrauch von Mehrfachgesuchen unter geänderter Identität nur zaghaft begegnet.»

«Die ungenügende Leistungskapazität der Bundesbehörden, die zu einem gewaltigen Anwachsen der Pendenzen geführt hat, darf nicht durch die zurzeit im Trend liegende Ueberwälzung der Verantwortung des Bundes auf die Kantone kompensiert werden.»

Die Zusammenfassung schliesst wie folgt:

«Verschiedene Feststellungen der kantonalen Fremdenpolizeichefs führen zu Kritik und zu Forderungen an die Adresse von Bundesamt für Flüchtlinge, Beschwerdedienst und Bundesamt für Ausländerfragen. Eine konstruktive Zusammenarbeit der Kantone mit diesen Bundesämtern ist nicht gewährleistet. Die Wünsche und Bedürfnisse der Kantone bleiben weitgehend unbeachtet. Schliesslich beanstanden die Fremdenpolizeichefs den hohen Stellenwert, der den Hilfswerken im Asylverfahren zukommt. Gewisse Hilfswerke üben ihre gesetzliche Mitwirkung nicht selten in Form einer Beaufsichtigung und Kontrolle der Behörden von Bund und Kantonen aus. Gelegentlich werden sogar kantonale Beamte, die im Verfahren beteiligt sind, einer Qualifizierung durch Hilfswerksvertreter unterzogen.»

Interpellation Fischer-Seengen Verbesserungen des Asylverfahrens

Interpellation Fischer-Seengen Procédure d'asile. Améliorations

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	91.3274
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.03.1992 - 08:00
Date	
Data	
Seite	654-656
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 095

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.